

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

site Internet : [www.jj-pat-rey.com](http://www.jj-pat-rey.com)

## Lettre adressée à toutes les personnes privées d'emploi :

Le travail comme les moyens d'existence, sont inscrits dans les droits fondamentaux de l'homme ; en ce sens, vous n'avez pas à mendier ni à vous vendre pour obtenir ce droit, ni même à le solliciter ; étant reconnu que vous n'êtes pas des esclaves ou des bêtes et encore moins des choses ! L'idéologie néo-libérale qui confisque aujourd'hui les droits de l'homme et la république, un peu partout dans le monde, voudrait nous persuader du contraire : en somme que nous devons mériter le privilège de travailler, et pour ce faire, le rechercher par tous les moyens. Je pense quant à moi, qu'on doit vous en proposer et qu'il y a même des gens payés pour cela... Il s'agit d'une conviction profonde et j'en appelle aux textes qui régissent la civilisation et l'idée même de justice sociale.

Confer pour les français, le préambule de la Constitution de 1946, auquel se réfère la Constitution de 1958 : dite de la cinquième république, actuellement en vigueur ; et ; pour les citoyens du monde, s'en référer aux textes de référence morale, universels, signés par une écrasante majorité des états souverains de l'époque, que sont la « Déclaration universelle des droits de l'homme » du 10 décembre 1948, notamment aux articles 23 et 25, confortée depuis par des pactes internationaux, comme celui relatif aux "droits économiques, sociaux et culturels", entré en vigueur le 3 janvier 1976. Cette liste n'est pas exhaustive !

Autrement dit, les "hors-la-loi" ne sont pas ceux que l'on croit ! Je suis lassé de voir les textes fondamentaux de notre civilisation, bafoués à longueur d'année, y compris par ceux là-même qui devraient veiller le plus à leur application : c'est à dire les différents gouvernements issus du suffrage universel, pour les nations qui ont la chance d'en avoir un...

Gens exclus, précaires et privés d'emploi, vous n'avez pas à faire n'importe quoi pour faire plaisir aux "marchands" de statistiques ; vous n'avez pas non plus, à vous faire radier des listes des agences pour l'emploi, parce que vous n'avez pas assez de justificatifs de recherche d'emploi, de souplesse ou de mobilité, (etc.) ; et ; vous devez encore moins masquer des parts de vous : votre vécu, votre physique, vos talents ou toute autre richesse de votre personnalité, à un éventuel employeur, comme certains peuvent le suggérer pour rendre efficiente votre recherche d'emploi, car vous n'avez pas à vous renier ni tromper autrui, ce qui est légitime et sain, et, vous êtes ainsi parfaitement cohérents avec vous-même et avec les autres.

Eu égard à votre profil, à vos compétences et à vos aspirations, exigez que l'on vous fasse des propositions adaptées, quand vous êtes dûment inscrits comme demandeur d'emploi, quelle que soit l'activité recherchée, et ne dépenser pas votre temps et votre argent, pour le peu que vous en avez, souvent en pure perte, afin d'exercer un droit naturel, dû à votre qualité d'être humain et de citoyen !

Voilà une position de principe qu'il faut défendre le cas échéant, avec tous les recours possibles, jusqu'aux plus hautes instances. Elle s'appuie sur les Droits de l'Homme, clé de voûte du système juridique, en France et pas seulement, et elle a vocation à servir d'exemple pour contrarier les tyrans de l'ordre économique mondial, ainsi que tous leurs zélateurs...

Jean-Jacques Rey

---

---

envoi de Benoist Magnat  
pour Jean-Luc Camilleri, site : [www.jeanluccamilleri.com](http://www.jeanluccamilleri.com)

## **Pour une véritable approche participative en Afrique**

La coopération internationale a tendance à stagner alors qu'elle est insuffisante pour couvrir les besoins du cinquième de la population mondiale qui vit dans un état d'extrême misère. *Cependant, le dispositif de l'aide pour le développement (APD) est aussi déterminant sinon plus que*

*son montant.* En effet, de nombreux programmes ne correspondent pas aux priorités des populations et leur mise en œuvre est souvent laissée à des administrations irresponsables qui « utilisent mal les fonds » ou à des bureaucrates (nationaux ou internationaux) plus obsédés par leurs rapports de mission et leurs salaires que par l'impact réel des projets sur le terrain.

### **Un monde aux abois**

Depuis deux décennies, l'Afrique représente à peine 1% du commerce international alors qu'il y a 40 ans ce chiffre était de 3%. "La vie quotidienne relève aujourd'hui des ruades désespérées de la bête aux abois... L'Afrique est hagarde, inquiète et, pour la première fois depuis les indépendances, au bord du gouffre. " (Axelle Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement*, L'Harmattan). Le système est dans un état avancé de délabrement avec la chute du cours des produits d'exportation, l'accumulation de la dette et la faillite des États.

La situation est grave à la ville comme à la campagne. En ville, l'intermède colonial a abouti à une re-formulation du pouvoir en accordant des privilèges exorbitants à une bureaucratie qui n'a pas le sens de l'État et utilise sa position pour s'enrichir ou placer sa (grande) famille. Et l'*aide internationale* dans ce désastre ? Elle a surtout servi à maintenir au pouvoir cette classe de fonctionnaires tout en permettant à une caste cosmopolite de "développeurs" de vivre confortablement une aventure exotique. Économiquement, les résultats sont dérisoires alors que les budgets de certains pays (Burkina Faso) dépendent à plus de 50% des bailleurs de fonds !

Quant aux *programmes d'ajustement structurel*, ils ont asphyxié le malade au lieu de le guérir. Dans de nombreux pays africains, on observe donc un appauvrissement des populations et une destruction de l'enseignement primaire ou des infrastructures sanitaires. Les frémissements récents de la Banque Mondiale en faveur des populations défavorisées restent marginaux par rapport à son approche économique globale.

### **Le féticheur et le développeur**

La croissance et le développement sont des processus complexes qui touchent tous les aspects d'une collectivité aussi bien économiques que culturels et il est impossible d'immerger brutalement des sociétés aux rythmes lents et ancestraux dans le mouvement rapide et saccadé du monde moderne. Il faut avancer lentement au cours de discussions/négociations, communiquer, s'adapter pour que la greffe prenne...

Car l'Afrique change, y compris dans ses brousses les plus reculées, et la notion d'*investissement* s'ancre peu à peu dans la mentalité traditionnelle, les groupements modernes apprenant à gérer les surplus villageois en privilégiant l'*épargne collective* à la place des dépenses somptuaires. Ces groupements pré-coopératifs synthétisent en leur sein modernité et tradition. Leur objectif est d'abord économique et les paysans *les plus jeunes et les plus actifs* entrent dans leur bureau (ou comité de gestion) où ils prennent le leadership à la place des "Vieux". C'est sur ce terreau que l'on peut bâtir et non sur des *associations*, parfois créées de toutes pièces par les bailleurs, qui ne représentent pas le milieu et sont rapidement phagocytées par des fonctionnaires ou des « lettrés » extérieurs au monde rural.

Dans un domaine parallèle, celui de la *micro finance* où l'on a observé les rares succès obtenus au cours des dernières (et cruelles) décennies, de nombreux programmes ont eu des résultats significatifs en privilégiant l'intégration dans l'environnement socioculturel grâce, par exemple, à la caution mutuelle ou au parrainage des notables pour assurer le remboursement des emprunts. En jouant la sécurisation sociologique, ces systèmes financiers ont établi de nouvelles relations avec l'environnement et ce dernier les a cautionnés comme des mégatonnes au lieu de les "cannibaliser".

Pour obtenir les informations clefs, connaître les enjeux socio-économiques locaux, il faut donc se rendre sur le terrain, tâter le pouls des villages, passer du temps en "palabres" pour voir comment le milieu peut digérer le progrès qu'on prétend lui apporter. Car c'est ici que les choses se décideront et se réaliseront. Toute injection de technologie (engrais, crédit, éducation, etc.) doit être précédée par une *connaissance sociologique* qui permet de se familiariser avec le terrain, bref de comprendre ses structures de base, son architecture, avant de tenter des modifications.

Cependant, les enquêtes « participatives » ne doivent pas être, non plus, trop longues au risque de devenir fastidieuses et de lasser les paysans (Jean-Luc Camilleri, *Dialogue avec la Brousse*, L'Harmattan ). Inutile de faire de l'art pour l'art ! Il suffit de comprendre et de convaincre en réunissant le consensus le plus large possible au niveau villageois. Bref, il s'agit de lancer des projets qui correspondent aux besoins et aux possibilités des communautés villageoises en se focalisant sur le *rôle central du village* pour être en résonance avec le terrain, ses potentialités, son degré de modernisation ou sa cohésion.

### **La passion administrative**

Enfin, la réussite des programmes de développement nécessite, durant leur réalisation, l'établissement de *relations de confiance*, l'instauration d'un véritable dialogue, fût-il informel, entre le bénéficiaire et le bailleur.

Pourquoi collectionne-t-on les échecs depuis plus de 40 ans, pourquoi les projets survivent rarement sur le long terme et se réduisent, en général, à un cycle économique d'environ 5 ans ?

Il faut ici stigmatiser un *management déficient et bureaucratique*. En effet, les directeurs de projet sont contraints de passer plus de temps à écrire des rapports qu'à aller sur le terrain pour se concerter avec leurs « partenaires villageois » et dynamiser les politiques mises en œuvre ! Malgré la vogue du développement participatif, les populations ne participent que fort peu à l'élaboration et à la réalisation des projets qui les concernent. Il y a un déficit de communication entre les bénéficiaires et les développeurs à cause des distances géographiques, mais aussi du fossé culturel qui les sépare. La plupart du temps, on interroge surtout des fonctionnaires plus ou moins compétents alors que l'on survole les « bénéficiaires » au cours de rapides missions sur le terrain.

*Le développement participatif reste un leurre à usage externe ; presque tout se décide entre administrations nationales et internationales. Le bénéficiaire n'est consulté que pour la forme : si sa demande s'écarte trop des « cadres logiques » déjà pré-établis par l'expertise nationale et, surtout, internationale, elle n'est pas prise en compte.*

C'est pourquoi certains petits projets, gérés au raz du sol par des ONG, réussissent mieux que des opérations plus lourdes. Plus on est pragmatique, plus on s'adapte aux réalités du terrain, meilleurs sont les résultats ! Car la pauvreté peut être combattue, mais il faut la traquer au quotidien par des puits, des écoles, des canaux d'irrigation plutôt que par l'injection de millions de dollars que l'on surveille de loin à travers un arsenal administratif. Si l'augmentation de l'aide au développement reste un devoir pour les riches nations de la planète, les procédures d'octroi de cette aide doivent changer de manière drastique car, souvent, **cette aide ne sert à rien.**

*Un jour, cependant, le continent émergera, la greffe moderniste prendra. Il suffit que les États digèrent des frontières artificielles héritées de la colonisation, que l'éducation soit adaptée aux besoins au lieu de refléter un académisme occidental, que les bureaucraties locales et internationales perdent de leur suffisance et cessent d'imposer leurs diktats... Car l'énergie des Africains est immense et leur faculté d'adaptation exceptionnelle.*

Jean-Luc Camilleri

Contact : [www.jeanluccamilleri.com](http://www.jeanluccamilleri.com)

---

---

